

Unité Départementale Aube - Haute-Marne Strasbourg, le 24/03/2026

Nos réf. : SAU/SC/MI n° 26 - 123

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVED ENVIRONNEMENT

3, rue des Prés de Lyon
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Références : SAU/SC n°26-123

Code AIOT : 0005701952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement COVED ENVIRONNEMENT implanté 3, Rue des Prés de Lyon 10600 La Chapelle-Saint-Luc. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED ENVIRONNEMENT
- 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.
La zone de stockage des déchets dangereux conditionnés qui avait été détruite par un incendie a été reconstruite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 7.5	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
3	Entretien des réseaux et canalisations	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 10	Demande d'action corrective	6 mois
7	Substances spécifiques du secteur d'activité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande d'action corrective	6 mois
8	Organisation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 24/12/2025, article 7.2	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
9	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4.4.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet
5	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 8.1	Sans objet
10	Propreté des abords	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que 2 exutoires du site ne sont pas pourvus de séparateur d'hydrocarbures contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Il a également été constaté que l'organisation du stockage de déchets dangereux n'est pas strictement respectée et la propreté des abords est à améliorer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour (notamment après chaque modification notable) et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan présentant les réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales dont la mise à jour date du 25/11/2024. Ce plan est incomplet, notamment : <ul style="list-style-type: none">- les réseaux des eaux de collecte des eaux de toiture ne sont pas tous représentés ;- les exutoires des gouttières présentes ne figurent pas tous sur le plan. Il serait opportun de distinguer les eaux pluviales non polluées et des eaux pluviales susceptibles de l'être sur le plan ;- le caniveau autour de la zone de stockage/ déchargement des déchets dangereux n'est pas représenté (cf point de contrôle n°2).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan au regard du constat pré-cité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : <u>Eaux pluviales recueillies au centre de transit des déchets dangereux</u> La collecte des eaux de toiture sera assurée par un réseau séparatif indépendamment des eaux recueillies par les aires de rétention, zone de stockage et de chargement. Les eaux pluviales recueillies dans les aires de rétention ou dans les zones d'entreposage et de chargement seront considérées comme un déchet produit par l'établissement et traitées comme tel.

L'aire de dépotage et de chargement devra être aménagée de telle manière que les eaux pluviales ou les liquides accidentellement répandus soient recueillis en totalité et ne puissent pas s'évacuer naturellement vers les réseau de collecte d'eaux pluviales.

Autres eaux

[...]

Les eaux pluviales de ruissellement, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures, sont dirigées dans le réseau d'eaux pluviales communal puis rejetées dans la "Noue Robert".

Les eaux de ruissellement de l'aire de distribution de carburant passeront par un séparateur d'hydrocarbures spécifique avant d'être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de l'entreprise. [...]

Constats :

Eaux pluviales recueillies au centre de transit des déchets dangereux

Le stockage des déchets dangereux est prévu sous abri (zone de stockage déchets dangereux à l'ouest du bâtiment central ; plate-forme de stockage -déchets dangereux et cuves de stockage déchets dangereux au Sud Est du site) afin qu'ils ne soient pas soumis au ruissellement des eaux de pluie. Cependant, il a été constaté la présence d'un stock de batteries à l'extérieur du bâtiment et d'emballages de déchets dangereux (cf point de contrôle n°8).

Un caniveau a été récemment mis en place pour collecter les liquides accidentellement répandus lors des chargements / déchargements au niveau des cuves de stockage déchets dangereux. Ce dispositif remplace l'ancienne digue. L'exploitant a indiqué que ce caniveau se déverse dans la rétention adjacente. Ce caniveau ne figure pas sur le plan des réseaux.

L'exploitant a indiqué qu'un dispositif identique va être mis en place autour de la zone de stockage de déchets dangereux du bâtiment central. Dans l'attente, il a indiqué que des "boudins" sont mis en place en fin de journée.

Les gouttières du bâtiment abritant la plate-forme de stockage - déchets dangereux et les cuves de stockage déchets dangereux au Sud Est du site débouchent soit sur la voirie soit à l'arrière du bâtiment vers un talus enherbé. Elles ne débouchent pas vers les aires de rétention, stockage ou chargement.

Concernant le bâtiment central, le plan montre que les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers un puisard coté Sud Est du bâtiment et vers la voirie coté Nord Ouest, hors zones de chargement.

Autres eaux

Le plan montre que les eaux pluviales de ruissellement sont dirigées vers 3 exutoires situés rue des Prés de Lyon.

L'exutoire le plus à l'Ouest collecte les eaux de pluie de la zone de déchargement des D3E sur laquelle circulent et stationnent des poids lourds. Cet exutoire n'est pas équipé de séparateur d'hydrocarbures.

Un autre exutoire collecte les eaux de l'écozone où sont stockés des déchets plastiques et métalliques (vélos). Cet exutoire n'est pas équipé de séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a indiqué qu'il envisage des travaux pour collecter les eaux de ruissellement de cette zone et les faire rejoindre le réseau de collecte du site principal (délai de réalisation non défini).

Enfin l'exutoire principal, le plus à l'Est qui collecte la majeure partie des effluents du site est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures.

2 exutoires n'étant pas équipés de séparateurs d'hydrocarbures, la disposition n'est donc pas respectée totalement.

Il a été constaté la présence d'un séparateur d'hydrocarbures au droit de l'aire de distribution de carburant.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan visé au point de contrôle 1 pour faire apparaître le caniveau de rétention. Le plan devra être complété lorsque le caniveau sera mis en place autour de la zone de stockage de déchets dangereux du bâtiment central.</p> <p>Par ailleurs, constatant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que des poids lourds circulent et stationnent sur la zone de chargement/déchargement des D3E ; - que des déchets sont stockés sur l'écozone, - que ces zones ne sont pas équipées de dispositif de traitement, <p>il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la disposition relative au traitement des autres eaux sous 9 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Entretien des réseaux et canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4.1.3
Thème(s) : Autre, Eaux Pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que de nombreuses gouttières étaient dégradées, des regards sont obstrués par la présence de conteneurs ou par la boue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de remettre en état les gouttières et de procéder au désencombrement des regards de collecte des eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des ouvrages
Prescription contrôlée : Rejet des effluents Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les bordereaux de suivi de déchets issus de l'entretien des séparateurs du 21/01/2025, 24/3/2025, 26/5/2025, 28/7/2025, 22/9/2025, 21/11/2025, 23/1/2026 et du 27/02/2026 été transmis par l'exploitant par courriel du 6 mars. Les bons de travail correspondant attestent du nettoyage des 2 séparateurs lors de chacune des interventions précitées. Le registre de suivi des entretiens a également été transmis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 8.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet Eaux pluviales		
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :		
Substances	Concentrations (mg/l)	Méthode de mesure
DCO	125	NFT 90 101
MES	35	NFT 90 105
AOX	1	NFEN 1485
Indice phénol	0.3	XPT 90 109
Hydrocarbures	10	NFT 90 114
La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5.5 et 8.5		

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats des mesures réalisées les 22/9/2025 et du 26/1/2026 par courriel du 6 mars 2026.

Substances	22/9/2025	26/01/2026
DCO	18 mg/l O ₂	36 mg/l O ₂
MES	9.1 mg/l	13 mg/l
AOX	38 µg/l	170 µg/l
Indice phénol	<10 µg/l	30 µg/l
indice hydrocarbures C10-C40	<0.05 mg/l	0.5 mg/l
température	10,6 °C	7.6
pH	8.1	8.5

Les valeurs limites d'émission sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

Une fois par semestre, une analyse d'un échantillon prélevé par un organisme extérieur portera sur les paramètres listés à l'article 8.1. Les résultats seront transmis le mois suivant à l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats des 2 dernières mesures (cf point de contrôle n° 5). En revanche, les résultats ne sont pas transmis à l'inspection dans le mois suivant. Il a été rappelé à l'exploitant que ces résultats sont à déclarer au moyen de la plate-forme GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les résultats des prochaines campagnes de mesure devront être déclarés sous GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Substances spécifiques du secteur d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence). Pour rappel, article 13 - II. Procédure d'information préalable Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.
Constats : Les substances spécifiques de l'activité (dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence) n'ont pas été étudiées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de se prononcer sur les substances spécifiques de l'activité et de compléter les prochaines analyses relatives aux eaux pluviales au regard de celles-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Organisation des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2025, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages de déchets
Prescription contrôlée : Le stockage des différents déchets est organisé conformément à l'étude de dangers et aux plans fournis dans le dossier de demande d'autorisation et indiqué en annexe 2 du présent arrêté. Aucun stock de déchets n'est autorisé en dehors des zones présentées dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation.

<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de déchets dans la zone dénommée « aire de lavage », - d'un stock de batteries à l'extérieur, entre le bunker à pile et le bâtiment de stockage de déchets dangereux en l'absence de toute rétention - de contenant de déchets dangereux (fûts, caisses), vides, à l'extérieur de la zone de stockage des déchets dangereux du bâtiment central. <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de procéder sans délai à la suppression de ces stockages non prévus. L'exploitant a transmis des photos le 6 mars 2026 montrant qu'une partie des déchets ne sont plus présents dans ces zones. Toutefois, des déchets dangereux restent présents au niveau de la zone de lavage des véhicules, qui ne constitue pas une zone de stockage selon l'étude de danger et d'autre part aucun retour n'a été apporté pour les 3 palettes de batteries stockées en dehors du bâtiment dédié et en dehors de toute zone de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé qu'aucun stock de déchets n'est autorisé en dehors des zones présentées dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la suppression de ces stockages non prévus dans un délai de 5 jours à compter de la date de notification de l'arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 5 jours</p>

N° 9 : Cuvettes de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté des fissures dans la cuvette de rétention des cuves de stockage de déchets dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à la réparation de la cuvette de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Propreté des abords

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 21
Thème(s) : Autre, Propreté des abords
Prescription contrôlée : Les éléments légers qui seront dispersés dans et en dehors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.
Constats : Il a été constaté la présence de nombreux morceaux de plastique dans les arbres et talus au Sud du site. Il a été demandé à l'exploitant de procéder au ramassage dans les meilleurs délais. L'exploitant a transmis des photos le 6 mars 2026 attestant du nettoyage des abords.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé que les abords sur site doivent être entretenus régulièrement.
Type de suites proposées : Sans suite